

Il faut absolument étudier ce projet de loi, tous les quatre paragraphes, dans le détail. Il permet au gouvernement de parcourir le monde entier et d'endetter les contribuables canadiens pour un montant de 14 milliards de dollars, qu'il faudra bien rembourser un jour. Les députés d'en face sont en voie de nous prouver que ceux qui prétendent que l'on ne peut pas rester sobre en buvant et que l'on ne peut pas s'enrichir en dépensant se trompent.

Qu'on demande à des personnes intelligentes d'adopter sans débat une mesure législative comme celle-ci dépasse l'entendement.

J'ai attendu ici toute la journée que mon tour arrive, et je n'ai pas vu un seul membre du parti libéral prendre part au débat, malgré toutes les accusations que les orateurs de ce côté-ci de la Chambre ont pu lancer, malgré tous les arguments que nous avons pu avancer et malgré tous les faits que nous avons présentés pour montrer où ira l'argent et la charge qu'il impose aux contribuables. Vingt-cinq cents de chaque dollar que le gouvernement prend au Canadien moyen en impôts servent à payer les intérêts et le service de la dette. Cet argent est versé aux banques étrangères à qui nous avons emprunté. Il est absolument ahurissant d'essayer de pénétrer les desseins du gouvernement.

Si le gouvernement avait besoin de cet argent pour améliorer les conditions sociales au Canada ou pour relancer l'économie, s'il s'agissait d'un emprunt visant à créer des encouragements et destiné à stimuler l'économie et à construire l'avenir, ou même si cet argent ne devait servir qu'à planter des arbres qui porteraient des fruits dans 80 ans seulement, il s'agirait d'un investissement dans l'avenir, mais ce n'est pas à cette fin que l'emprunt servira.

Mes amis de ce côté-ci de la Chambre ont passé tout leur temps hier et aujourd'hui—et ils continueront sans doute demain—à expliquer au gouvernement quel genre de marché il vient de conclure pour acheter Petrofina. Il est difficile de croire que le gouvernement consacrerait 1.46 milliard de dollars à l'achat d'une société pétrolière qui possède 1,000 stations-service et une raffinerie vétuste à Montréal, au nom d'un des objectifs du Programme énergétique national.

Le programme énergétique vise deux objectifs. L'un est la propriété canadienne. On sait maintenant parfaitement bien ce que cela signifie pour le gouvernement: cela veut tout simplement dire que l'industrie pétrolière devient propriété de l'État. Le second objectif du programme est l'autonomie énergétique.

Quand je reprendrai la parole demain, je voudrais passer un certain temps à analyser cette acquisition, car j'étudie le cas de Petrofina depuis quelque temps. Je l'ai étudié surtout avant que le gouvernement répande la rumeur que cela l'intéresserait peut-être d'en faire l'acquisition. C'était à l'époque où les actions de cette société s'échangeaient à \$70 environ, alors que la valeur des actions de toutes les autres sociétés pétrolières était à la baisse, à cause du Programme énergétique national. Les actions de Petrofina ont augmenté sensiblement de valeur, passant de \$70 à environ \$85 l'action. Il est indéniable que la rumeur courait que Petro-Canada, la société pétrolière du peuple, était intéressée à en faire l'acquisition, et non pas l'acquisition de n'importe quelle société pétrolière multinationale ou de n'importe quelle société pétrolière, mais bien de Petrofina.

L'ajournement

Mais ces \$85 ne suffisaient pas. Le président de la société pétrolière du peuple l'a expliqué à la télévision l'autre jour. Ces gens avaient eu une conversation autour d'une tasse de café et l'un d'entre eux avait alors demandé: «Avez-vous l'intention de vendre votre entreprise?» C'est un peu comme vendre sa moto ou la vieille baignoire de votre femme qui est remise dans la cour arrière à quelqu'un qui veut s'en servir pour en faire un jardin de fleurs. C'est comme dire: «Êtes-vous prêts à me revendre cette vieille baignoire?» Le propriétaire répondrait ainsi: «Certainement nous sommes prêts à le faire; combien croyez-vous qu'elle vaille?»

«Eh bien, environ \$150 l'action.»

«Ce n'est peut-être pas assez, mais nous sommes quand même intéressés.»

Deux mois plus tard, il y a eu un coup de téléphone. C'est la façon dont ce monsieur a expliqué les choses à la télévision. Voici comment s'est déroulée la conversation: «Étiez-vous vraiment sérieux lorsque vous avez dit que vous seriez prêts à acheter cette petite société pétrolière?»

Je vois que vous vous levez, monsieur l'Orateur. L'heure a sonné. Je vais bien m'amuser demain. Je tiens à conserver mon énergie. Je suis sûr que tous mes collègues seront de retour pour m'écouter leur raconter mon histoire au sujet de Petrofina et de la société pétrolière du peuple.

● (2200)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.

[Traduction]

LES COALITIONS—L'ENQUÊTE SUR LES LIENS ENTRE LA SOCIÉTÉ BELL CANADA ET NORTHERN TELECOM

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, vendredi dernier j'ai demandé au ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) d'enquêter sur les liens entre la société Bell Canada et Northern Telecom. J'ai pensé que l'occasion était particulièrement bien choisie, car depuis quelque temps Bell Canada songe encore à hausser ses tarifs. Ce soir, je voudrais traiter de quelques sujets qui me préoccupent et j'espère que le gouvernement en tiendra compte.

Les membres de la direction de Northern Telecom se sont réunis à Toronto il y a environ deux semaines. Peu de temps après, ils ont annoncé des pertes de 185 millions de dollars dans leurs affaires sur le marché américain. A ce moment-là, on pouvait voir à peu près six avions de la Northern Telecom sur l'aire d'embarquement, des appareils comme le Lear, le Falcon et le Gulf Stream dont la société s'est servie pour amener ses directeurs à la réunion. Northern Telecom est la propriété de Bell Canada. M. de Grandpré est président du conseil de Northern Telecom et président-directeur général de Bell Canada. Il est payé par les deux sociétés. C'est à se demander si le CRTC approuve ou sanctionne l'énorme gaspillage de fonds dont la gestion de Bell Canada se ressent, pour des raisons évidentes.